Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi **N° 18 - NOUVELLE SERIE - 3e ANNEE** **27 MARS 1968** **PRIX : 1 F**

TCHECOSLOVAQUIE : NOVOTNY ELIMINE

(Voir page 3)

L'ETALON-OR

DADA GAULLISTE

LES spectaculaires rebondissements de la crise du dollar ont été l'occasion, pour le gouvernement français, d'affirmer, une fois de plus, les thèses gaullistes traditionnelles en matière de politique monétaire internationale. Au dernier conseil des ministres, le Général de Gaulle a repris l'idée d'une nécessaire réforme du système monétaire international qui devrait être basé sur l'or.

Si le chef de l'Etat a rappelé ses positions, il n'en a pas moins affirmé sans équivoque aucune sa solidarité avec le dollar. Solidarité d'ailleurs proclamée dès les premières heures de la crise puisque l'économiste officiel Jacques Rueff écrivait : « La dépréciation du dollar doit être évitée à tout prix ».

C'est que les limites dans lesquelles peut manœuvrer la bourgeoisie française sont nettement tracées. Elles sont limitées par la dépendance des capitalistes français du marché impérialiste et, à l'intérieur même de ce marché, par le rapport des forces entre les U.S.A. et ses partenaires, ses vassaux pourrait-on dire.

De Gaulle, défenseur des intérêts de la bourgeoisie française conteste, et cela depuis des années, un système monétaire international imposé par les U.S.A. et fonctionnant à leur profit. Ce système permet aux Etats-Unis de faire supporter une partie de leurs dépenses et de leur inflation au monde occidental. La dépréciation du dollar appauvrit les pays capitalistes dont les réserves sont constituées, en grande partie, de dollars.

Mais les prises de position gaullistes, aussi bruyantes soient-elles, ne peuvent changer grand-chose à une situation inscrite dans un rapport de forces donné et découlant de l'hégémonie totale des U.S.A. sur le reste du monde occidental. Aussi, n'est-ce pas sans raison que les milieux financiers de New York commentent les dernières déclarations du chef de l'Etat en écrivant qu'il s'agit « d'un nouveau coup d'épingle inutile ».

Et, en effet, les possibilités d'intervention de De Gaulle sont bien faibles. Solidaire du dollar, il l'est dans les faits. Une dévaluation de la monnaie américaine aurait des conséquences graves sur l'économie européenne, conséquences auxquelles la bourgeoisie française ne saurait naturellement échapper. Dévaluer le dollar, c'est augmenter encore l'exportation des produits U.S. dans le monde entier, et c'est donc exporter, à grande échelle, le chômage américain. A moins, bien entendu, qu'une dévaluation du dollar n'entraine une dévaluation en chaine de toutes les monnaies, ce qui remettrait les choses à leur point de départ, non sans introduire de graves perturbations sur le marché international.

La seule politique possible pour la bourgeoisie française est, tout en manifestant sa solidarité effective au dollar, de tenter d'infléchir la politique monétaire des U.S.A. dans l'avenir. Il s'agit d'inciter Washington à faire des économies pour résorber l'inflation et rétablir sa balance des paiements. C'est ce qu'a indiqué fort clairement l'ancien ministre René Pleven, en écrivant : « Le plus urgent, maintenant, est que les Etats-Unis mettent leur maison en ordre ». Et d'ajouter : « La majoration d'impôt de 10 % jusqu'ici repoussée par le Congrès doit intervenir rapidement et même être portée à 15 ou 20 % ». (Cité par le Monde du 24-25 mars).

L'idée est nette : les U.S.A. doivent résorber leur inflation, cause de tout le mal passé et à venir. Pour ce faire, il leur faut diminuer les dépenses, fortement accrues par la guerre au Vietnam, et augmenter les recettes.

Mais les bons conseils de M. Pleven et consorts ont bien peu de chances d'être suivis à Washington. La bourgeoisie française a d'autant moins de chances de se faire entendre que les différents pays du Marché commun, loin de former un front uni, ont chacun une politique différente.

(Suite page 5)

LA CANDIDATURE de BOB KENNEDY

Robert KENNEDY (photo UPI)

CONTRE JOHNSON? OU CONTRE MAC CARTHY?

(Suite page 2)

Les peuples doivent mendier mais « nos » richesses leur ont été extorquées par des siècles d'exploitation coloniale. (photo UPI).

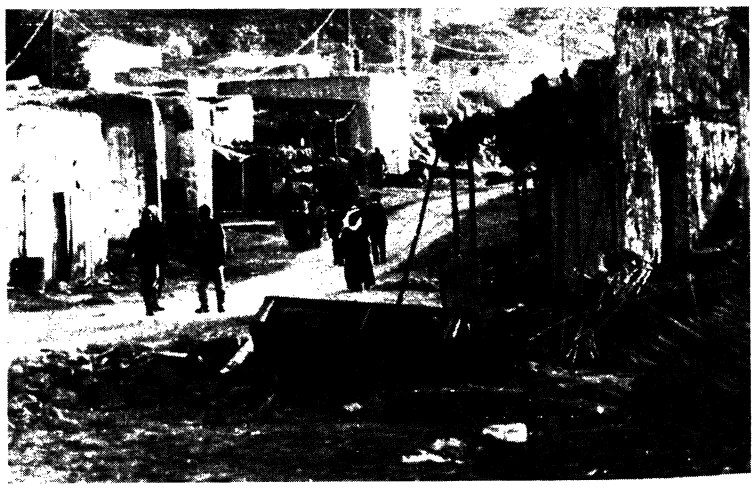
CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE PREPARONS LA REVOLUTION

(Voir page 8)

Représailles israéliennes contre la Jordanie.

LES VICTIMES SONT DES DEUX COTES.

(Voir page 8)



Le village de Karameh après l'attaque israélienne ou l'art de gagner les masses. (photo UPI)

LA CANDIDATURE DE ROBERT KENNEDY

CONTRE JOHNSON? ou CONTRE MAC CARTHY?

AINSI, c'est officiel depuis plus d'une semaine, le sénateur Robert Kennedy est candidat à la présidence des Etats-Unis. La nouvelle n'a, à vrai dire, guère surpris,, car la plupart des observateurs s'attendaient à une telle décision depuis le succès remporté lors des élections primaires du New-Hampshire par Eugène Mac-Carthy.

« Westmoreland, Mac Namara, Johnson. Le premier qui commandait les troupes américaines au iVetnam vient d'être limogé, le second, Secrétaire d'Etat à la Défense, vient d'être démissionné, que deviendra le troisième ? » (ph. AGIP)

Mais les véritables raisons qui ont amené Robert Kennedy à prendre cette décision sont sans doute bien éloignées de celles qui sont mises en avant par la grande presse.

Si l'on en croit celle-ci, il n'y aurait entre les deux candidats démocrates qui s'opposent à Johnson aucune différence sur le plan politique, il n'y aurait que des différences de caractère. L'un, Mac Carthy, serait une sorte de Don Quichotte de la Paix au Vietnam qui aurait entrepris une lutte apparemment sans espoir, du moins au début, contre la politique de Johnson. L'autre, Kennedy, serait un opportuniste, ayant les mêmes idées que Mac Carthy, mais ne croyant pas tout d'abord à la possibilité de les faire triompher, et renonçant donc en conséquence à se présenter aux élections présidentielles de 1968, jusqu'à ces élections du New-Hampshire qui lui auraient prouvé qu'il avait, au contraire, des chances sérieuses dans la compétition électorale.

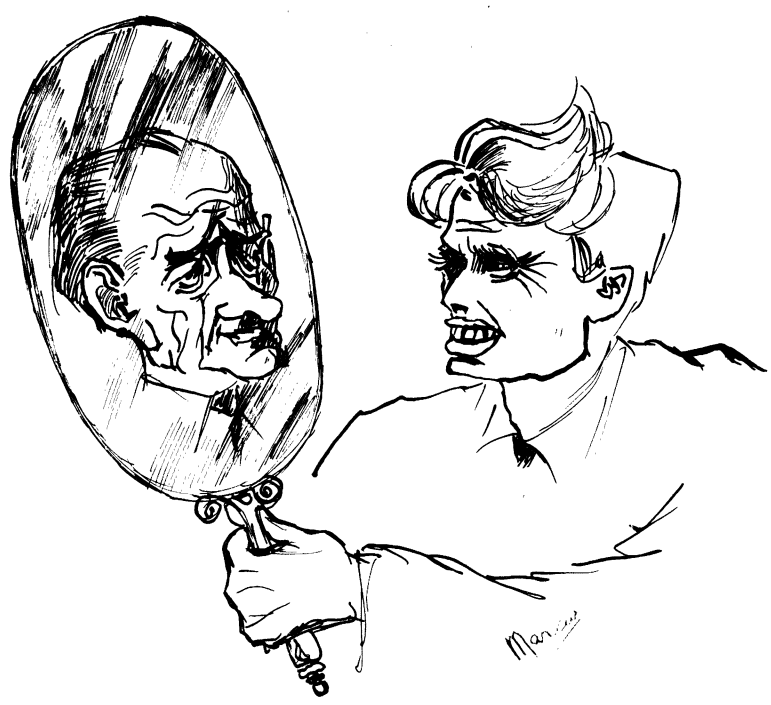
Mac Carthy (photo UPI)

Coup de chapeau général donc au courageux Mac Carthy, réprobation discrète devant l'opportunisme de Kennedy, mais puisqu'il est évident que Kennedy, comme il l'affirme lui-même, aurait beaucoup plus de chances de l'emporter devant Johnson, ne serait-ce qu'à cause de son nom, tous ceux qui, en France, souhaitent la victoire des « colombes » américaines sur les « faucons » se sont bien vite résignés à faire de Robert Kennedy leur champion dans les futures batailles électorales américaines.

Cette version des événements est d'ailleurs bien celle que cherchait à accréditer Kennedy quand il affirmait le 18 mars, dans sa déclaration de candidature : « Je dis clairement au sénateur Mac Carthy que ma candidature n'est pas en opposition à la sienne mais en harmonie. Mon but est de soutenir et d'élargir sa vaillante campagne. »

Mais malgré cette déclaration, le geste de Kennedy apparaît comme un moyen de désamorcer la candidature Mac Carthy.

C'est qu'il y a en fait entre les positions politiques des deux hommes une différence politique considérable : l'un a effectivement pris position en faveur d'un changement radical de la politique américaine au Vietnam, préconisant l'arrêt des bombardements du Nord-Vietnam et des négociations avec le F.N.L., affirmant qu'« il n'y a aucune justification à la poursuite de la guerre », l'autre s'est contenté de se déclarer hostile à la politique de Johnson, de critiquer la manière dont « la réalité d'événements récents au Vietnam a été fardée », et d'affirmer qu'il était « candidat pour rechercher une nouvelle politique ».



La différence peut paraître mince. Et elle l'est en un certain sens. Le sénateur Mac Carthy n'est ni un révolutionnaire, ni même un ami sincère du peuple vietnamien. Une carrière politique longue de 20 ans atteste que ce n'est pas non plus un doux illuminé partisan de la paix pour la paix. C'est un homme politique bourgeois, représentant les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme américain, au même titre exactement qu'un Kennedy ou qu'un Johnson. Tout au plus peut-on penser qu'il est plus particulièrement lié aux couches de la bourgeoisie américaine qui pensent que les U.S.A. sont une trop grande puissance pour voir leur prestige sérieusement entamé par une défaite au Vietnam. Ou encore qu'il vaudrait mieux que l'armée et la flotte américaine soient prêtes à intervenir pour défendre les intérêts économiques de l'impérialisme U.S. (par exemple en Amérique Latine), plutôt que de les laisser s'enliser dans une guerre lointaine qui ne vise même pas la défense d'intérêts économiques importants, mais dont l'objectif est avant tout politique : empêcher le Sud-Vietnam de basculer dans le camp soviétique.

Mais la candidature Mac Carthy a rapidement pris une signification qui dépasse les positions politiques de celui-ci. Parce que Mac Carthy se déclarait partisan d'une paix immédiate en Extrême-Orient, tous ceux qui aux U.S.A. s'opposent à la guerre du Vietnam se sont retrouvés sur cette candidature. La presse a montré comment en particulier de nombreux jeunes s'était mobilisés dans le New-Hampshire à l'occasion de la campagne pour les élections primaires. L'envoyé spécial de l'Express raconte même que les « hippies » allèrent jusqu'à sacrifier leurs barbes et leurs cheveux longs pour suivre le slogan « Be neat and clean for Gene » (« soyez net et propre pour Gene » !)

Un fait est en tout cas certain : de larges couches de la population américaine prennent chaque jour un peu plus conscience qu'il faut en finir avec la guerre. Et dès la première occasion, elles se sont comptées sur la candidature Mac Carthy.

On ne peut pas bien sûr, prédire l'avenir, et affirmer que les événements se seraient déroulés de telle ou telle manière s'il n'y avait pas eu la candidature Kennedy. Mais il se serait créé à coup sûr une situation délicate sinon dangereuse politiquement pour la bourgeoisie américaine, car tant devant la Convention démocrate que devant l'ensemble des électeurs américains, les chances de Mac Carthy n'auraient pas été nulles, et un président de l'Union élu après avoir pris des engagements précis pour le retour à la paix au Vietnam aurait sans aucun doute eu une liberté de manœuvre réduite pour mener une autre politique si besoin en était.

La candidature Kennedy est, à côté de cela, une candidature qui offre toute garantie. Les positions de celui-ci sont suffisamment vagues pour qu'il ait les mains entièrement libres s'il était élu, aussi bien pour continuer la politique de Johnson que pour rechercher une solution négociée. Parmi les adversaires de la guerre, certains, les plus nombreux, estimeront que c'est Kennedy qui a le plus de chances de succès, seule une minorité a d'ores et déjà pris conscience de la manœuvre.

Une chose en tout cas est certaine : malgré la surprise causée par les résultats des élections primaires du New-Hampshire, ce ne seront pas les élections présidentielles qui permettront aux masses américaines de se faire entendre ou d'infléchir la politique de l'impérialisme U.S. Quand les électeurs iront aux urnes, les jeux seront faits, et depuis longtemps, en coulisse.

Christian JUNG.

au cercle Léon Trotsky de Paris

AU cercle Léon Trotsky du 11 mars, au Palais de la Mutualité à Paris, près de 750 personnes étaient venues entendre un exposé qui répondait à la question : « Au Vietnam l'impérialisme américain prépare-t-il la troisième guerre mondiale ? »

L'orateur s'est attaché à démontrer que l'obstination des U.S.A. à se maintenir au Vietnam ne peut être comprise que dans la perspective de l'affrontement U.R.S.S.-Etats-Unis.

Il a souligné qu'en abandonnant tout appel au prolétariat, en raisonnant en termes purement militaires, la bureaucratie prépare la défaite de l'U.R.S.S.

Face à cette situation, il importe de déterminer la tâche des révolutionnaires. Rappelant les erreurs des trotskystes qui en 1952, pendant la guerre de Corée, craignant un conflit mondial, ont carrément tourné le dos à la construction de la direction révolutionnaire internationale, se sont fondus dans les organisations réformistes ou staliniennes existantes, l'orateur conclut en insistant sur le fait que pour des révolutionnaires la seule façon de combattre la barbarie future est de forger le parti mondial de la révolution.

A la suite de l'exposé, plusieurs interventions ont eu lieu. Un camarade du P.C.I. affirma l'impossibilité pour les U.S.A. de reculer au Vietnam, mais nia cependant l'éventualité d'une préparation délibérée de la guerre mondiale. Parce qu'elle aurait automatiquement un caractère nucléaire qui risquerait d'anéantir le bastion impérialiste lui-même, il trouve cette guerre inconcevable pour les U.S.A. Il s'agit, en refusant d'évacuer le Vietnam, d'empêcher une modification de la situation mondiale, c'est-à-dire d'empêcher les mouvements populaires du Tiers-Monde de se développer et d'aboutir. L'U.R.S.S. n'a rien à voir à l'affaire. C'est parce que ces mouvements en s'étendant pourraient arriver à l'extension de la révolution internationale qu'ils sont une menace pour les U.S.A. (ainsi que pour les bureaucrates soviétiques d'ailleurs).

Deux des camarades qui ont pris la parole ensuite ont affirmé que la tâche immédiate à accomplir vis-à-vis de la stratégie globale des U.S.A. qui brisent tous les mouvements de libération dans les pays arriérés, était de provoquer « deux ou trois Vietnams » de par le monde, pour contester et affaiblir l'impérialisme dans un premier temps, la création de l'organisation révolutionnaire mondiale passant au second plan.

Le débat se termina sur la réponse de l'orateur qui rappela qu'en plaçant les seuls espoirs de révolution internationale dans les pays arriérés où ce sont justement les masses paysannes qui bougent et luttent les armes à la main, les camarades renonçaient à voir dans la mobilisation effective de la classe ouvrière et dans l'instauration de son pouvoir, la seule façon d'arriver au socialisme.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi, 17 h 30 à 19 h.

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les vendredis de 18 h à** 19 h.

ARGENTEUIL. — « Café de Paris » 102, rue Paul-Vaillant-Couturier. **Tous les mardis de 18 h 45 à 19 h 45.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro » (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 18 h à 19 h 30.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

— Café de l'Europe, 25, avenue Jean-Jaurès, Lyon-7e, **le jeudi de 17 à 18 heures.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), tous **les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ORLEANS. — Café - Bar de la Madeleine, 16, rue Porte de la Madeleine (en face de l'hôpital). **Tous les mercredis de 18 h à 19 h.**

SAINT-CHAMOND. — Au « Bon Accueil » (J. Jacquet), 6, rue Saint-Etienne, **tous les jeudis de 18 à 19 heures.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », **place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **tous les jeudi de 14 h 30 à 15 h 30.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le vendredi 29 mars, de 12 h à 13 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis,** de 18 h à 19 h 30.

La Social-Democratie allemande fait le bilan de la «grande coalition»

Willy Brandt quelque peu malmené par de jeunes socialistes à son arrivée au congrès de son parti. (photo UPI)

LE Congrès du Parti socialiste allemand qui vient de s'achever le 22 mars à Nuremberg, s'il n'a pas marqué une profonde transformation de la vie politique allemande, n'en a pas moins témoigné du malaise qui règne au sein de la social-démocratie depuis sa participation au pouvoir au côté de la C.D.U., le parti chrétien démocrate, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler la « Grande coalition ».

Le bilan de celle-ci est lourd, des pointes de 650 000 chômeurs (sans parler des travailleurs étrangers, cf. V.O. N° 9) et la réduction du niveau de vie.

Dans le contexte de cette crise, le S.P.D. et la centrale syndicale, la D.G.B., qu'il contrôle en partie, se sont employés à freiner les mouvements revendicatifs, en particulier, dans la Ruhr, en Hesse et dans le Bade Wurtemberg où pourtant (cf. V.O. N° 9) l'énorme majorité des travailleurs se révélait prête à la lutte.

De plus, la bourgeoisie allemande a besoin du S.P.D. pour faire accepter une législation d'exception, en fait, tout un arsenal de lois anti-grèves et de mesures anti-ouvrières.

Le S.P.D., en dépit de sa base ouvrière a multiplié les assurances quant à l'acceptation de cette législation d'exception. En particulier, le ministre fédéral S.P.D. de la justice Wehner a exprimé, à la conférence de novembre 1967 du parti, que les lois d'exception faisaient partie de « la remise en ordre de notre situation intérieure » et à cette même conférence, la majorité des délégués se prononçait pour cette législation d'exception.

Cependant un mécontentement s'est manifesté dans les rangs des adhérents et des sympathisants de la social-démocratie.

Une opposition syndicale d'abord, la D.G.B., n'a pas accepté les lois d'urgence, car les syndicalistes, même s'il s'agit de bureaucrates, ne peuvent totalement ignorer le mécontentement ouvrier et l'on a vu se former des « associations de syndicalistes social-démocrates » dont les animateurs ont mis en garde les ministres social-démocrates : « Le parti représente les espoirs et les intérêts des millions de travailleurs du pays, il serait mortel pour le S.P.D. de décevoir cette espérance et d'oublier leurs intérêts ».

Bien sûr, cette opposition n'a rien de révolutionnaire, mais elle exprime les craintes de syndicalistes et de responsables socialistes de voir le parti perdre son influence en milieu ouvrier, crainte que justifient les progrès de la démocratie chrétienne aux élections partielles, et surtout du N.P.D., le parti d'extrême-droite qui par une démagogie habile apparait comme le seul parti d'opposition.

La seconde pression qui s'exerce malgré tout sur la social-démocratie, c'est celle de l'agitation étudiante du S.D.S. sur le Vietnam et même la sensibilisation de certains membres du parti envers le problème vietnamien. Evidemment il ne faut pas exagérer... Les syndicats de Berlin-Ouest avaient envoyé 20 000 de leurs membres à la manifestation pro-américaine de la dernière quinzaine et à Berlin même, deux conseillers municipaux du S.P.D. avaient été exclus pour avoir participé à la manifestation internationale, pour le soutien au peuple vietnamien cette fois.

Aussi, au congrès, cette opposition s'est manifestée dès l'ouverture et le bilan de la participation à la grande coalition n'a été approuvé que par quelques voix de majorité. Mais la direction du parti et Willy Brandt surtout, ont manœuvré habilement, faisant justifier les grandes lignes de la politique gouvernementale et offrant quelques os à ronger aux mécontents, en particulier, sur la politique internationale où Brandt a parlé d'un accord sur la frontière Oder-Neisse et condamné, en termes très modérés, la politique américaine au Vietnam. De plus, on a réintégré les deux exclus qui avaient manifesté leur soutien au peuple vietnamien.

Mais par contre, sur le plan essentiel, la direction a tenu bon : elle a fait approuver par le congrès le projet de législation d'exception et en échange a fait des concessions sur l'extension de la co-gestion, c'est-à-dire, l'extension du droit de la D.G.B. d'être plus étroitement associée encore à l'exploitation capitaliste.

Ce congrès n'a donc absolument rien d'un tournant à gauche du S.P.D. et on s'illusionnerait en y voyant la naissance d'un courant révolutionnaire dans ce parti. Néanmoins, il traduit la crise que connait la social-démocratie au pouvoir devant le mécontentement des travailleurs dont les protestations des syndicalistes social-démocrates sont le reflet déformé. De plus, il a prouvé que les mouvements étudiants en faveur du Vietnam exercent une influence non négligeable sur les adhérents du parti ou du moins sur une fraction d'entre eux.

H. GRAFF

MALGRE SON DISCOURS D'APAISEMENT

GOMULKA A SCIE LA BRANCHE SUR LAQUELLE IL ETAIT ASSIS

S'ADRESSANT, la semaine dernière, à 3 000 membres de l'appareil du Parti, Gomulka est, à son tour, intervenu dans la crise qui, depuis maintenant plus de 15 jours, oppose les étudiants polonais au pouvoir.

Après avoir laissé agir les matraques policières, le secrétaire du P.C. fait, à présent, appel à la raison de la jeunesse étudiante, sans promettre, pour autant d'ailleurs, de remiser la matraque. Il n'en faut pas plus cependant pour que l'on découvre dans ses propos la marque d'un chef d'Etat. Le « Monde », commentant ce discours, trouve qu'il fut « aussi modéré et équilibré qu'il pouvait l'être dans les circonstances actuelles ». Homme d'Etat, Gomulka l'est certes, à l'aune où l'on mesure cette qualité dans la presse bourgeoise, ... mais il faut quelque peu forcer les faits et les termes pour y trouver trace de la modération qu'on lui prête.

Certes, le ton de son intervention a pu paraître mesuré, comparé à celui des meetings tenus par les secrétaires régionaux, qui tentaient de dresser les ouvriers contre l'intelligentsia, comparé aussi à celui de la presse polonaise. Mais qui pourra prétendre que la campagne anti-intellectuelle et anti-sioniste avait pu se développer dans le pays contre l'avis du leader du P.C., ou même à son insu ? D'ailleurs, les propos mêmes de Gomulka marquent la limite de sa modération.

Révélant l'ampleur de la répression — 1 208 personnes furent arrêtées du 8 au 15 mars, dont plus de 500 sont encore en prison — il manie habilement la menace. Et quand, paternaliste, il reconnait « qu'il y a des choses justes, et d'autres qui ne le sont pas », dans les revendications des étudiants, il promet de prendre position à ce sujet « dans une forme appropriée, de la manière convenable et dans des conditions de calme complet ».

C'est là le langage d'un homme d'ordre, qui ne veut pas qu'une fraction, quelle qu'elle soit, de la population, intervienne dans les décisions du pouvoir ; le langage que les patrons tiennent lorsqu'ils disent aux ouvriers « Reprenez le travail, ensuite nous discuterons ».

Mais Gomulka peut-il tenir un autre langage ?

Porté au pouvoir en 1956, comme arbitre entre diverses forces contradictoires, il est aujourd'hui encore garant de cet équilibre, que l'évolution des pays voisins rend encore plus précaire.

Les nuances que les commentateurs ont cru trouver dans ses propos ne font que refléter l'étroitesse de sa marge de manœuvre. Gomulka gouverne depuis 1956 en s'appuyant d'une part, contre les Russes pour obtenir pour la Pologne une certaine liberté, en se servant de la menace de l'insurrection populaire, et il gouverne d'autre part contre les masses polonaises pour imposer la dictature de l'Etat polonais et en même temps une certaine allégeance à l'U.R.S.S. en se servant de la menace des tanks russes qui ont fait la preuve de leur efficacité en Hongrie. Cette double contradiction se reflète bien entendu au sein de l'appareil d'Etat polonais et certains hommes représentent plus une tendance qu'une autre.

Les propos de Gomulka signifient peut-être que c'est à contre-cœur qu'il s'attaque aux étudiants qui sont, parmi les masses populaires, la couche certainement la plus propre à soutenir les aspirations d'indépendance à l'égard de l'U.R.S.S. de l'Etat polonais.

Mais il n'est pas dit que la personne de Gomulka qui représente le rapport de forces qui s'est créé en octobre 1956, avec d'un côté la montée révolutionnaire en Pologne et de l'autre l'écrasement de la Révolution hongroise, il n'est pas dit que Gomulka représente les aspirations polonaises centrifuges vis-à-vis de l'U.R.S.S.. Il est peut-être, il est même certainement en partie, le seul homme qui pouvait après 1956 maintenir la Pologne dans l'orbite russe, sans que les maitres du Kremlin aient à recourir à la force violente. Et dans ce contexte, la répression contre les étudiants apparait bien dans la ligne de Gomulka tandis que sa modération représente plutôt un coup de frein motivé à l'intérieur de l'appareil d'Etat lui-même.

L'avenir de Gomulka est maintenant tracé : à plus ou moins brève échéance, c'est celui de Novotny.

Malgré ses propos patelins, les étudiants et tous les Polonais auront retenu les recours à la répression ; ce souvenir, ils le garderont et pour eux la liberté se criera : « A bas Gomulka ! »

J.P. VIAL.

Tchécoslovaquie Novotny éliminé

LA lutte des deux fractions rivales pour la direction de l'Etat tchèque semble avoir abouti à son dénouement prévisible : l'élimination définitive de Novotny de la dernière position à laquelle il s'est accroché, la présidence de l'Etat. Apparemment, Dubcek a pris en mains les rennes du pouvoir.

Ce changement d'hommes traduira-t-il un changement d'orientation politique ? A ne considérer que les déclarations publiques de l'un et l'autre protagonistes de la lutte de fraction, ce n'est guère le cas. Si Dubcek paraît plus démocratique et plus indépendant par rapport à l'URSS que son prédécesseur, c'est moins par ce qu'il dit que par ce qu'il ne dit pas. C'est son silence même et son absence de passé politique connu qui en faisait, sans doute pour une bonne part malgré lui, « l'homme du changement » par rapport à un Novotny qui a eu largement l'occasion de prouver par le passé, en paroles comme par ses actes, ses conceptions politiques.

Cependant, c'est moins l'issue de la lutte qui est significative que la façon dont elle s'est déroulée. Novotny, comme ses prédécesseurs Gottwald ou Zapotocky, s'imposèrent à l'époque grâce au soutien de la bureaucratie soviétique qui fut, en toute circonstance, l'arbitre souverain des affrontements de fractions.

Pour la première fois, l'appareil d'Etat national a montré qu'il a suffisamment d'indépendance par rapport au Kremlin pour sélectionner lui-même ses propres dirigeants. En ce sens, l'élimination de Novotny est bien une étape dans cette évolution, commune en nature sinon en rapidité à toutes les Démocraties Populaires, qui mène ces Etats à retrouver en partie leur souveraineté et à distendre leurs liens avec Moscou. Et c'est bien de cette façon qu'elle fut interprétée par tous ceux à qui une relative libéralisation permet de s'exprimer.

Le vent de libéralisme et aussi de nationalisme qui souffle en Tchécoslovaquie a certainement favorisé les desseins de l'équipe Dubcek. Celle-ci s'est sans doute servi de cet argument quand, en décembre, Brejnev tenta d'arbitrer le conflit de direction au sein du parti Tchèque. Mais il est non moins certain qu'une fois le pouvoir acquis, Dubcek n'aura aucun désir de voir ces sentiments se propager de trop, au point d'échapper à son contrôle. Les dirigeants du parti hongrois, orfèvres en la matière, viennent de rappeler à Dubcek qu'en 1956 aussi « au début on se bornait à répéter qu'il fallait réparer les fautes commises dans l'édification du socialisme » mais que, par la suite, « les critiques adressées à certains dirigeants se sont transformées en attaque contre le parti dans son ensemble et le système tout entier... Nous avons payé très cher pour être allés aussi loin ».

La façon dont Dubcek a mené sa lutte pour le pouvoir jusqu'ici a montré qu'il a compris l'expérience négative — pour lui et les siens — de la Hongrie, comme l'expérience « positive » de Gomulka. Tout en bénéficiant d'une certaine sympathie populaire qui le servait contre son adversaire et contre les Russes, il a réussi à éviter de donner à l'affrontement un caractère trop ouvertement politique qui eût incité cette sympathie à devenir agissante.

C'est que sa marge de manœuvre est faible et il le sait. Il n'a rien d'un leader populaire. Son aspiration est de se maintenir à la tête d'un régime bonapartiste, dont l'équilibre fragile a besoin de l'appui de la bureaucratie. Contre une éventuelle Hongrie 1956, son ultime recours reste l'Armée Rouge. Ce fait limite ses prétentions d'indépendance et, surtout, le pousse à limiter la prétention des couches populaires. Et, sans doute, sans même les conseils de ses compères de Budapest, il est conscient du danger que peut représenter pour son régime cette « escalade » de critiques à partir du moment où elles sont reprises par de larges couches.

Parvenu au pouvoir, Dubcek sera amené à jouer le même jeu délicat entre la bureaucratie russe et ses propres masses populaires, qui fut celui de Gomulka en 1956 et après, et qui soit finalement le seul à la portée des dirigeants des démocraties populaires.

S'il n'en tient qu'à lui, le printemps tchèque ne sera pas de plus longue durée que le printemps polonais.

G. R.

Manifestation à Berlin-Ouest

LE 13 mars à Berlin-Ouest, 500 étudiants manifestaient pour exprimer leur solidarité avec les étudiants polonais. Sur la photo ci-dessus, un portrait de Trotsky et une banderole : « Contre le stalinisme en Pologne et l'antisémite Cyrankiewicz ».

RAP BROWN: *lettres de prison*

Voici le texte de deux lettres de Rap Brown, président du S.N.C.C. (Student Non Violent Coordination Committee) et leader du mouvement pour le Pouvoir Noir, emprisonné depuis plusieurs semaines pour avoir enfreint l'interdiction de circuler librement sur le territoire des Etats-Unis. Le motif d'une telle interdiction était officiellement la participation de Rap Brown à la Tri-continentale à la Havane. En fait, en emprisonnant ses leaders, le gouvernement américain veut simplement décapiter le mouvement noir. C'est une tentative dérisoire car la révolte des Noirs américains n'est pas l'œuvre de « meneurs communistes », mais le fruit de siècles d'oppression et de misère. Rap Brown a entrepris une grève de la faim, mais de la prison où l'on veut étouffer sa voix, voici en quels termes il s'adresse à ses frères noirs.

Le 22 février 1968

Etre un homme est un combat permanent. On laisse un peu de sa virilité dans chaque compromis douteux avec l'autorité d'un pouvoir auquel on ne croit pas. Aucun esclave ne devrait jamais mourir de sa belle mort. Il y a un point où la prudence ne tient plus et où commence la lâcheté. Chaque jour passé en prison, je refuserai la nourriture et l'eau.

Ma faim, c'est de libérer mon peuple ; ma soif, de mettre fin à l'oppression. Je suis un prisonnier politique, incarcéré pour ses convictions : que les Noirs doivent vivre libres. L'attitude du gouvernement est fidèle à sa nature fasciste : ceux qu'ils ne peuvent convaincre, ils doivent les réduire au silence. Ce gouvernement est devenu l'ennemi de l'humanité.

La mort ne peut faire dévier notre marche à la liberté. Pour notre peuple, la mort a été longtemps la seule issue à l'esclavage et à l'oppression. A nous d'en ouvrir d'autres. Notre désir de vivre doit cesser de l'emporter sur notre volonté de combattre, car il en va de la survie de notre race.

Aspirer à la liberté ne suffit pas. De la résistance nous devons passer à l'attaque, de la révolte à la révolution. Chaque Noir tué réclame la mort de dix flics racistes. Chaque Max Standord, chaque Huey Newton réclament dix Détroit. Chaque Orangeburg réclame dix Dien-Bien-Phu.

Frères et sœurs, et vous tous qui êtes opprimés, il faut se préparer mentalement et physiquement, car l'affrontement décisif est encore à venir. Il faut se battre ! En dernière analyse, ce sont les peuples qui déterminent le cours de l'histoire, et non les leaders ou les systèmes. C'est à nous de faire les lois qui nous gouvernent.

Puissent les morts de 68 annoncer le commencement de la fin de ce pays ! Je fais ce que je dois, par amour pour mon peuple. Ce que je veux, c'est combattre ! la résistance ne suffit plus. Agression, *tel est le mot d'ordre du jour.*

A L'AMERIQUE !

Amérique, s'il faut ma mort pour que mon peuple organise sa révolte contre toi, pour que tes prisons se mutinent contre toi, pour que tes soldats se retournent contre toi, pour que la révolte de tes enfants, de ton dieu, de tes pauvres, de ton pays s'organise, pour que l'humanité organise ta ruine et ton anéantissement et s'en réjouisse — alors voici ma vie.

Mais mon âme appartient à mon peuple.

« Lasime tushinde mbilashaka »
Nous vaincrons !

Signé : RAP.

Rap Brown (photo UPI)

C'est une déclaration de guerre. Elle vient des prisons, et sa valeur est surtout de propagande. Mais en juillet dernier, lors d'une première incarcération, Rap Brown essayait de dégager pour ses camarades les grandes leçons de la lutte de l'été « brûlant ».

Frères et Sœurs

Les Blancs prétendent que les insurrections de notre peuple dans plus de cent villes américaines « sont sûrement le fait d'une conspiration ». **Mais où est la véritable conspiration ?** Les Noirs du pays tout entier ont toujours su que la véritable conspiration consiste à nous tenir à l'écart, nous opprimer, voire nous assassiner, chaque fois que nous passons outre à la volonté du patron.

Nous luttons pour notre survie et c'est cela qui nous vaut l'étiquette de criminels, de hors la loi, et d'assassins. **Mais qui sont les véritables criminels ?** Qui nous a arrachés à l'Afrique ? Qui s'est approprié notre force de travail depuis quatre cents ans, pour construire ce pays ? Qui sont les vrais assassins ? Pourquoi les policiers qui nous abattent dans la rue quotidiennement et à longueur d'années ne sont-ils pas considérés comme des meurtriers ?

Pourquoi ne traitent-ils pas Lyndon Johnson d'assassin et de hors la loi ? Lui qui mène une guerre illégale contre nos frères et nos fils. Qui les envoie se battre contre d'autres peuples de couleur qui eux aussi luttent pour leur libération.

Qui sont les véritables hors la loi ici ? On dit que je suis un hors la loi. On m'accuse d'inciter les Noirs « à l'émeute ». La « loi » interdit les émeutes. Mais avons-nous jamais eu notre mot à dire lors du vote de cette loi ? Nous a-t-on jamais demandé notre avis sur les lois promulguées dans ce pays ? Je ne me considère ni moralement ni légalement astreint à respecter les lois fabriquées par un groupe de « législateurs » blancs qui rejettent la participation de mon peuple à leur élaboration. Ce même gouvernement qui décide de lois que vous et moi sommes censés respecter sans participation aucune, ce gouvernement-là est illégal. Ceux qui font passer ces lois sont des hors la loi et des meurtriers.

Il faut comprendre qu'en tant que Noirs l'attitude correcte est de ne se considérer ni moralement ni légalement tenus de respecter des lois établies sans notre consentement et ayant pour seul but de nous assujettir. Il est de même impossible d'espérer que nous fassions confiance aux tribunaux blancs qui interprètent et font appliquer ces lois. Le Blanc fait toutes les lois, nous traîne devant ses tribunaux, nous y accuse, et s'arroge le droit de nous y juger.

L'Amérique blanche ne doit pas se leurrer au point de croire qu'une répression intensifiée nous empêchera de faire ce qui nous semble juste. L'Histoire a montré que quand la conscience d'un homme s'éveille, quand un homme croit vraiment à ce qu'il fait, les menaces de prison ou de mort ne peuvent plus le détourner. La menace de la prison ou de la mort ne me détournera pas, pas plus que mes semblables, du chemin que nous avons choisi.

Nous sommes à la veille d'une révolution noire. Ces rébellions ne sont que la répétition de la révolution véritable. Car pour les hommes, la liberté sur leur propre terre est l'aspiration suprême et rien ne peut détourner ceux dont la conviction et le sens de la liberté sont profonds.

Plus puissante que ma peur de ce qui pourra m'arriver en prison est ma haine pour ce qu'endure mon peuple dans ces prisons du dehors qu'on appelle les ghettos noirs.

Je hais la pratique de la discrimination raciale et ma haine est soutenue par celle — identique — qu'éprouve la grande majorité des hommes. Quoi qu'il fasse, aucun tribunal ne pourra changer cette haine qui est en moi : elle ne se dissipera qu'avec la disparition du racisme et de l'inhumanité qui sévissent aux U.S.A.

Une société capable de monter une massive action militaire contre un jeune Noir qui a cassé une vitre — et qui se prétend en même temps impuissante à protéger les jeunes Noirs qui se font assassiner chaque année parce qu'ils tentent de faire de la démocratie une réalité — cette société-là est malade, criminelle, démente. Et on parle de la violence des rues ! Chaque église noire qui explose, chaque église noire qui brûle, voilà la violence dans nos rues ! Et alors où sont les troupes ?

Chaque cadavre noir retrouvé dans les marais du Mississipi ou de l'Alabama, voilà la violence sur nos terres ! Et où sont les assassins ?

Chaque fois que le gouvernement refuse sa protection aux combattants noirs pour les droits humains, voilà l'anarchie !

Chaque fois qu'un policier tire et tue un adolescent noir, c'est ça la criminalité urbaine ! Où est donc le dirigeant national qui viendra à la télévision condamner la criminalité policière ?

Les Noirs voient l'Amérique comme elle est. Il est aujourd'hui clair que l'Amérique blanche ne peut ni se condamner ni même admettre la réalité de ses crimes contre l'humanité. Nous connaissons l'Amérique et nous savons ce que nous avons à faire.

H. Rap Brown.
(Ecrit en prison, juillet 1967)

Les Noirs américains, les événements l'ont prouvé, écoutent et comprennent ce langage. Le mouvement noir n'en est qu'à ses débuts mais il est aujourd'hui le facteur révolutionnaire le plus décisif des U.S.A. Si, dans son développement et son approfondissement, il débouche sur des perspectives socialistes, alors la plus grande citadelle impérialiste de notre époque est bien proche de sa destruction, alors tous les espoirs sont permis non seulement pour les Noirs mais pour toute l'humanité.

M. T.

Principale victime de la crise du dollar l'Angleterre en fait retomber le poids sur les travailleurs

LE budget présenté la semaine dernière par le Ministre des Finances de Grande-Bretagne a été largement approuvé par les milieux bancaires internationaux, en particulier à New York.

Il ne saurait en être de même pour la classe ouvrière anglaise qui, elle, va de nouveau payer la note.

Le Chancelier de l'Echiquier a en effet établi un budget qui permettrait, par la levée d'impôts supplémentaires, de récupérer la masse de 923 millions de livres (environ 11 milliards de nouveaux francs), et ainsi rétablir l'équilibre de la balance des paiements, actuellement déficitaire.

Après avoir subi depuis trois ans le blocage des salaires imposé par le « travailliste » Wilson, et l'intensification du chômage (600 000 ouvriers sans emploi), la classe ouvrière de Grande-Bretagne va se serrer encore un peu plus la ceinture, pour amortir les contre-coups de la crise du dollar, donc des dépenses du gouvernement U.S. pour financer la guerre du Vietnam. Car tel est bien entendu le motif des nouvelles mesures d'austérité.

Tout d'abord, le blocage des salaires est maintenu jusqu'à la fin 1969. Par contre, les prix augmentent, sous forme d'accroissement des taxes sur l'essence, le tabac, l'alcool, la vignette automobile, les appareils ménagers, les vêtements, les meubles etc.

Et Mr Jenkins a beau souligner que les taxes sur les produits de luxe passent à 50 % (au lieu de 27,5 %), montrant par là que les riches aussi devront faire un effort, cela ne fera pas remonter le niveau de vie des salariés.

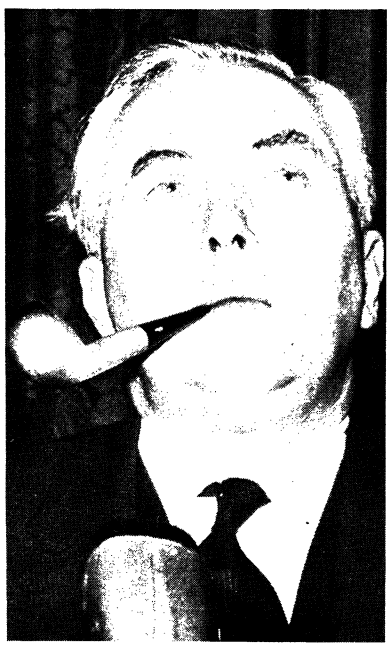
Parmi les autres mesures qui visent à « imposer les capitalistes », il en est une remarquable : dans les services, la taxe sur l'emploi payée pour chaque employé travaillant dans l'entreprise est doublée. Voilà qui va donc encourager les patrons à limiter au maximum les effectifs.

La hausse des prix, déjà amorcée au lendemain de la dévaluation de la livre, va continuer de plus belle, et le pouvoir d'achat diminuer d'autant.

Le prix qu'on fait payer aux ouvriers britanniques la crise de leur bourgeoisie et, en fin de compte la guerre du Vietnam (plus de mille milliards d'anciens francs), rappelons-nous, c'est à peu près ce que coûtait à la classe ouvrière française chaque année de guerre d'Algérie.

Jusqu'où ira la patience de la classe ouvrière britannique ? Les mesures de Roy Jenkins seront peut-être la goutte d'eau qui fera déborder le vase.

L. TOURFAN.



WILSON (photo AGIP)

RHODESIE : *de la résignation à la lutte*

DANS le Nord de la Rhodésie, de violents combats opposent des maquisards nationalistes aux troupes du gouvernement raciste de Ian Smith. La riposte aux exécutions ne s'est pas faite attendre et le gouvernement a dû dépêcher l'armée, la police, l'aviation pour faire face aux commandos venus de Zambie. Toutes ces forces n'ont pas réussi à réduire les maquisards, et des réservistes auraient été rappelés. Le mutisme est complet à Salisbury, et la société blanche qui pavoisait il y a quinze jours doit certainement être moins sûre d'elle-même aujourd'hui.

Des commandos de noirs, résolus, armés, qui n'ont plus rien à perdre, tiennent l'armée en échecs, et ces noirs, s'ils sont peu nombreux actuellement, sont une préfiguration de l'avenir. Car de la soumission à l'émeute il n'y a pas un si long chemin à parcourir, et les millions de noirs rhodésiens des ghettos, qui ne voient devant eux que les camps de concentration dans lesquels sont enfermés plusieurs dizaines de milliers d'entre eux, que la potence qui les menace s'ils réclament d'être traités en hommes, ces millions de noirs ne supporteront plus longtemps le régime. Et des milliers d'entre eux peuvent se transformer d'un jour à l'autre en autant de terroristes, faisant le sacrifice de leur vie pour la liquidation de la domination blanche. Car les noirs sont les plus nombreux, et ils le savent.

Et, un jour proche, ils montreront à leurs oppresseurs que ni la mort, ni la torture ne peuvent faire céder un peuple résolu à lutter pour sa dignité.

S. G.

Une histoire de fous dans un monde dément

LE monde capitaliste est en émoi : le dollar est malade et le monde entier risque d'en mourir. La monnaie du plus riche pays capitaliste a la fièvre, et tous les pays du monde craignent de devoir s'aliter.

Parce que le gouvernement des U.S.A. a financé le plus grand programme d'armement que l'histoire ait connu avec de la monnaie de singe, le monde est menacé de la récession et du chômage.

Parce que les dépenses de l'Etat américain ont dépassé ses recettes à cause de la guerre du Vietnam et qu'il a payé la différence en faisant marcher « la planche à billets », l'image de la grande crise de 1929 vient hanter toutes les mémoires.

Voilà de quoi dépendent notre vie, notre présent, notre avenir : de ces chiffons de papier qui dans la société capitaliste sont censés représenter la fortune. Tant que tout le monde y croit, cette société démente peut tourner. Le jour où l'on s'aperçoit que les billets n'ont pas la valeur qu'on leur prêtait, la machine économique s'arrête ou s'emballe selon les circonstances mais, de toutes façons, risque d'en crever.

C'est de la folie furieuse ! Mais cette société mercantile est ainsi faite que les vraies richesses, celles qui se boivent, se mangent, s'utilisent, se consomment, celles dont on peut réellement jouir, ne sont pas produites et fabriquées pour les besoins et les joies des hommes. Non ! elles sont produites pour être vendues, et pour que quelques-uns retirent de l'opération plus de ces chiffons de papier qu'ils n'en avaient au départ. Et ces chiffons de papier ne sont indispensables que pour cela : pour qu'une classe sociale puisse faire des « bénéfices ». La démence est complète quand ces « bénéfices » sont exprimés par des symboles qui n'ont qu'une valeur fictive.

Pourtant, si quelque chose est inutile dans ce monde c'est bien l'argent et la classe parasite qui a pour seul but de « faire des bénéfices ».

Le siècle des ordinateurs permettrait de tout produire en fonction des besoins des hommes, sans qu'interviennent les hasards du marché et les coups de folie d'une monnaie qui n'a de valeur que tant qu'on lui en prête.

Ce qui arrive au dollar n'est pas extraordinaire : bien des pays, dont la France, ont connu pareille aventure. Dans ces cas-là le drame restait limité.

Mais le dollar c'est la monnaie internationale, celle qui sert dans les échanges entre pays, celle qui constitue la « richesse » de la plupart des Etats. Dans les coffres de leurs Banques nationales (Banque de France par exemple) ils détiennent ces dollars-chiffons-de-papier censés représenter de l'or mais qui, par un trait de plume, pourraient voir leur « valeur » diminuer de moitié ou, pourquoi pas, de la totalité.

L'Etat le plus riche du monde, celui qui venait au secours de tous les autres états capitalistes, celui qui renflouait ceux qui faisaient banqueroute (en prélevant sa dime au passage) est, lui-même, au bord de la faillite. Et le géant malade risque d'entrainer dans son sillage toutes les autres économies qui dépendent de lui.

Qui pourra le sauver ? La coalition de ceux qu'il a aidés et qui dépendent tellement de lui ? Peut-être ! Mais à coup sûr le traitement n'ira pas sans secousses et sans crises.

Crises dont les travailleurs, ceux des U.S.A. comme ceux d'Europe, feront les frais : le choix qu'on nous offre est l'inflation galopante avec le chômage ensuite ou, au contraire, le chômage tout de suite.

Le dollar mène le monde, oui, mais nous voyons aujourd'hui où il le mène. Voilà la « richesse » des pays nantis, voilà le confort qu'on nous promet : un avenir bâti sur du papier.

Nous ne savons pas qui sauvera le géant capitaliste et son triste cortège de courtisans, mais alors, camarades producteurs, au lieu de faire les frais du sauvetage, si nous décidions de l'enterrer et de construire à la place une libre société de producteurs ? Une société d'où l'argent, les bénéfices et l'exploitation seront bannis, où nous ne serons plus esclaves de chiffons de papier et où l'or ne servira qu'papier et où l'or ne servira qu'à « recouvrir les pissotières ».

(Editorial des Bulletins d'Entreprise.)

A Paris

Manifestation contre l'impérialisme U.S.

Mercredi 20 mars, en fin de soirée, le quartier de l'Opéra connaissait une animation inhabituelle. En effet, à partir de 19 h 05, des groupes de jeunes gens, de plus en plus nombreux, stationnaient à l'angle de la rue Caumartin et de la rue Auber, et cet attroupement commençait à étonner les passants.

A 19 h 10, un cri jaillit de la rue, aussitôt repris par des dizaines de voix : U.S. hors du Vietnam » - « F.N.L. vaincra ».

En quelques minutes, 4 à 500 personnes occupaient la rue Auber, arrêtant toute circulation. La manifestation commença : beaucoup de jeunes, beaucoup d'enthousiasme aussi dans ce slogan unanime « F.N.L. vaincra ». Peu de banderolles, quelques drapeaux Vietcongs ça et là.

Les manifestants remontèrent la rue Auber en direction de l'Opéra. A hauteur de l' «American Express », la manifestation stoppa, et tandis que des centaines de poitrines fusaient « U.S. assassins », les pierres commencèrent à voler. Des barres de fer du chantier voisin servirent à défoncer la devanture de l'American Express. Des feux de Bengale répandaient une lumière rose, tandis que les bruits de verre brisé se mêlaient aux cris des manifestants. Un tract était en même temps distribué aux passants et aux ouvriers du chantier. Ce tract expliquait les raisons de la manifestation : « Nous sommes solidaires du courant d'opposition à la guerre qui monte aux U.S.A., des étudiants qui brûlent leurs feuilles d'enrôlement... Aujourd'hui 20 mars, où s'ouvre à Washington le procès du leader de l'émancipation des Noirs, Rap Brown... TOUT CE QUI REPRESENTE LE GOUVERNEMENT JOHNSON EN FRANCE EST INTOLERABLE. L'American Express, où s'exprime la bonne conscience américaine n'est qu'un premier objectif... U.S.A. HORS DU VIETNAM - F.N.L. VAINCRA ».

Quelques minutes suffirent pour inscrire sur les murs des slogans hostiles à l'impérialisme U.S. et à 19 h 25, les manifestants s'engouffraient rapidement dans la station de métro « Opéra », en continuant à crier leur hostilité à la politique américaine. A 19 h 30, tout était terminé.

SOLIDARITE

La police n'ayant pu intervenir pour matraquer, vu la rapidité de la manifestation, il fallait bien trouver des « coupables ». Peu après la manifestation, dans le même quartier, un étudiant était arrêté parce qu'il fut trouvé porteur d'un vaporisateur à peinture... et l'un des dirigeants du Comité Vietnam National était appréhendé, chez lui, le lendemain matin.

A cette nouvelle, les étudiants de Nanterre occupaient les locaux de la faculté pendant plusieurs heures et décidaient une grève des cours pour le lundi.

Depuis, Xavier Langlade et Nicolas Boulte ont été relâchés et on ne sait pas encore si des charges seront retenues contre eux.

Nous devons être solidaires de ces camarades et de tous les militants qui luttent contre la sale guerre que les Américains mènent au Vietnam.

Une vitrine de l'American-Express après la manifestation. (photo UPI)

L'Etalon-Or DADA GAULLISTE

(Suite de la première page)

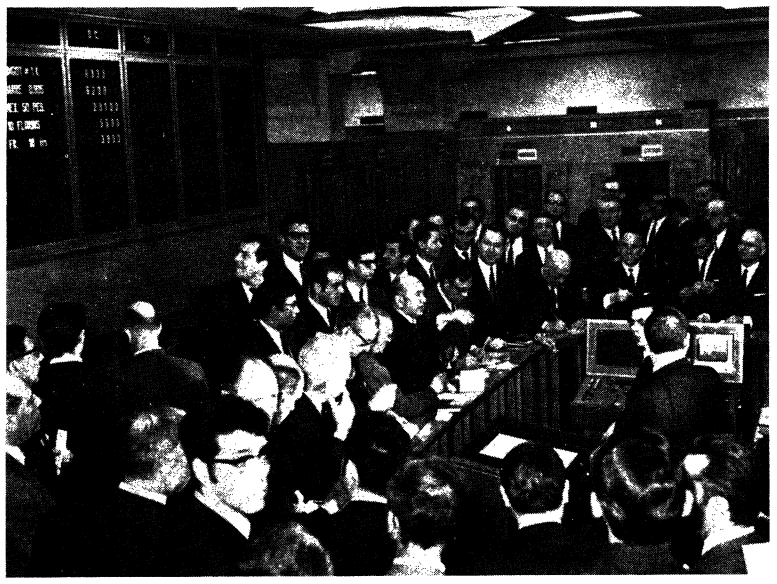
La politique d'indépendance relative par rapport aux U.S.A. que mène la bourgeoisie française n'est guère possible pour d'autres pays européens, que ce soit la Grande-Bretagne, dont l'économie ne se survit que par l'aide américaine, ou la R.F.A. politiquement inféodée à Washington.

Représentant d'une bourgeoisie qui malgré ses vélléités d'indépendance reste une bourgeoisie faible et isolée, De Gaulle ne peut que se plaindre d'un système monétaire international qui le défavorise. Mais le retour à l'étalon d'or, qui devrait mettre les capitalistes français à l'abri des fluctuations de la monnaie américaine, est un objectif que De Gaulle n'a aucun moyen de réaliser. C'est l'impérialisme américain qui choisira et imposera à ses alliés occidentaux, les solutions qui lui paraîtront les plus adéquates pour sortir de la crise.

Les récentes décisions de Washington montrent, en tous cas, que les remèdes envisagés jusqu'ici pour arrêter l'inflation ne sont pas de nature à guérir le mal. Une réduction brutale des dépenses U.S. pourraient provoquer une crise dont le gouvernement américain entend bien se passer.

La crise du dollar est loin d'être terminée. Elle connaîtra encore de nombreux rebondissements dont certains ne manqueront sans doute pas d'être dramatiques. Une chose est en tout cas certaine, les Etats-Unis disposent de nombreuses possibilités de faire supporter et partager leurs difficultés par leurs « partenaires » occidentaux. Ils ne manqueront pas de s'en servir et, contre cela, De Gaulle ne pourra rien.

F. DELAIN


« La salle des cours de l'or à la Bourse de Paris ». Des visages réjouis. (photo AFP).

DE FIDÈLES SERVITEURS DE LA BOURGEOISIE VONT REPRENDRE LE SERVICE

38 activistes, parmi les chefs de l'O.A.S., viennent d'être graciés par de Gaulle, et 32 d'entre eux viennent d'être libérés.

Ces hommes qui viennent d'être libérés ont tenté pendant les dernières années de la guerre d'Algérie de faire régner la terreur, en Algérie et en Métropole. Tout civil algérien était une cible possible, et aussi tout français tant soit peu libéral.

Léon DAUVERGNE et Claude PEINTRE qui tuèrent en février 62 à Alger, Maître POPIE, sont aujourd'hui remis en liberté. D'autres, condamnés à mort pour assassinat ont d'abord vu leur peine commuée en réclusion criminelle à perpétuité, et sont aujourd' hui eux aussi libérés.

Le chef de la mission III en métropole, André CANAL, Philippe CASTILLE, l'organisateur de « la nuit bleue » lors de laquelle une série d'explosions secoua Paris, le responsable des attentats, des plastiquages visant les personnalités de gauche et frappant indistinctement la population, sont maintenant prêts à reprendre du service dans les rangs fascistes.

Il n'est même plus tenu rigueur aux principaux participants aux attentats contre De Gaulle lui-même à Pont-sur-Seine et au Petit-Clamart...

La bourgeoisie française sait reconnaitre ses hommes, même si à certaines époques ils défendaient une politique différente de la sienne, même si elle les enferma quelque temps...

La fin de la guerre d'Algérie et le rapatriement des pieds noirs n'a pas donné naissance en France à une organisation fasciste de masse. Mais les tueurs et hommes de mains de l'O.A.S. qui ont été libérés au fil des ans, sont des cadres éprouvés qui vont reprendre du service contre la classe ouvrière. Les groupes d'extrême droite peuvent compter sur eux pour les former et les entrainer. La bourgeoisie sait qu'elle pourra un jour ou l'autre les utiliser.

Ces tueurs, ces plastiqueurs, sont libérés et c'est dans la logique du régime. Pourtant le P.C.F. qui à l'époque ne revendiquait que l'interdiction de l'O.A.S. et l'arrestation de ses membres ne semble pas l'avoir compris. Aujourd'hui encore il fait appel à l'Etat, à sa justice, à sa police pour réprimer le groupe Occident. Ce respect qu'a le P.C.F. pour la légalité bourgeoise ne permettra pas l'élimination des organisations fascistes.

Seule une justice prolétarienne, celle que les travailleurs et l'ensemble de la population mobilisés feraient régner pour empêcher les fascistes de matraquer, plastiquer et tuer, pourrait débarrasser la société de cette pourriture.

QUAND MONSIEUR POMPIDOU S'ADRESSE AUX JEUNES

MONSIEUR Pompidou s'est adressé à la jeunesse. Il faut dire que c'était la jeunesse gaulliste rassemblée dans un banquet de « l'Union des Jeunes pour le Progrès ». Il a été reçu très cordialement et, nous dit-on, dans une atmosphère de « déférente chaleur ».

« Aujourd'hui, a dit M. Pompidou, il est difficile de se révolter car on ne sait pas contre quoi le faire. » M. Pompidou n'a probablement jamais entendu parler de la jeunesse en colère. Des jeunes qui manifestent dans les universités contre les formes d'enseignement, de ceux qui s'opposent avec leurs moyens à la politique impérialiste qui, au Vietnam et dans de nombreux endroits du monde opprime et assassine des peuples entiers. Des jeunes qui dans les conflits sociaux se retrouvent à la tête de leurs ainés pour réclamer de meilleurs salaires, une vie meilleure, plus de guerre, tout cela, M. Pompidou l'ignore. Il ne connait que ces quelques centaines de jeunes rassemblés dans l'U.J.P. et dont beaucoup sans doute s'intéressent à la politique comme le fait M. Pompidou et, comme son frère ennemi M. Giscard d'Estaing ne craint pas de l'affirmer, par ambition dans le but d'être demain bien installés dans les rouages du pouvoir.

A ces jeunes pour qui la politique est un moyen d'accéder aux postes bien rémunérés et aux honneurs, M. Pompidou reconnait le droit d'être organisés séparément. « Le véritable mouvement de jeunes leur dit-il est celui où l'on s'engueule. Il faut que les jeunes apportent la remise en cause de tout et les hommes mûrs la remise en ordre. » Ainsi donc, jeunes, qui en faisant confiance au gaullisme, avez choisi d'être les hommes politiques de demain, qui vous placez du même côté de la barricade morale et nationale, qui vous destinez à être les fidèles serviteurs du capitalisme national, vous avez le droit de contester certains aspects de la politique. On vous permet à l'U.J.P. de jeter votre gourme. Si vous allez un peu trop loin les hommes d'âge mûr s'occuperont de la remise en ordre. Ces hommes d'âge mûr qui disposent du pouvoir ont les moyens de vous ramener à la raison si d'aventure vous devenez un peu trop turbulents. N'oubliez pas, comme vous l'a rappelé M. Pompidou, « que le pouvoir vient d'en haut ».

Les jeunes gaullistes peuvent peut-être se contenter de ce joli programme si leur but est de faire carrière dans la politique. Mais d'autres jeunes, pour qui la politique ne représente pas un moyen de faire carrière mais un rôle social que chaque individu a le droit et le devoir de jouer, n'ont pas le même point de vue. Eux, ont des raisons de se révolter contre une société qui engendre les crises, le chômage, les guerres. Quand ils le manifestent un peu trop bruyamment le parti de l'ordre leur envoie sa police et tout le cortège de tracasseries dont dispose le pouvoir contre ceux qui contestent non pas l'attitude ou les mesures politiques d'un gouvernement mais le régime politique lui-même, le régime bourgeois.

Si les jeunes revendiquent le droit de tout remettre en cause, ils contestent aux gens d'âge mûr au pouvoir celui de remettre de l'ordre. Car leur ordre c'est le désordre capitaliste.

Se contenter de remettre tout en cause en paroles c'est peut-être de la révolte. Mais contester le droit des capitalistes à imposer leur ordre et les déposséder du pouvoir c'est la révolution.

Les jeunes gaullistes auxquels s'adressait M. Pompidou ne voient pas contre quoi se révolter. Mais de nombreux jeunes sentent la nécessité de faire la révolution. Et s'ils n'ont pas encore su trouver les moyens de la faire ils savent contre qui ils auront à la faire : contre le régime que défend M. Pompidou, le capitalisme.

H. VAUQUELIN.

LES INCIDENTS DE LA GARE DU NORD

Nouvelle manifestation du scandale des transports en commun

Du 20 au 23 mars, le mouvement de grève des conducteurs de la S.N.C.F. (sur la banlieue nord de Paris) a eu des répercussions révélatrices du mécontentement des usagers des transports en commun.

C'est ainsi que mercredi 21, la Gare du Nord fut, entre 8 h et 9 h, le théâtre d'incidents entre policiers et voyageurs.

Par suite de la grève, les trains avaient entre 1 h et 1 h 30 de retard, aussi les passagers réclamèrent-ils des « billets de retard » à la S.N.C.F. qui refusa d'en donner.

En colère, les banlieusards tentèrent de monter le grand escalier qui mène au bureau du chef de gare ; c'est alors que les heurts se produisirent avec la police qui refusa de les laisser passer. Des oranges volèrent sur les agents et des coups de poings furent échangés. Des manifestants allèrent alors chercher des cailloux au ballast pour s'en servir comme projectiles. Un agent fut blessé.

Finalement plusieurs personnes furent appréhendées et conduites au poste de police, dont deux femmes.

Des jeunes gens qui étaient allés acheter des œufs en guise de projectiles chez le crémier voisin... furent eux aussi arrêtés.

La presse a rapporté qu'un jeune homme de 19 ans a été condamné le lendemain — en flagrant délit — à 250 F d'amende pour violence à agent.

Mais la justice bourgeoise peut toujours condamner, elle ne peut pas empêcher que les travailleurs qui chaque jour subissent la fatigue des transports, que ce soit dans les trains, les bus, ou le métro, se mettent en colère.

Et cet incident un jour de grève n'est pas isolé. Il ne se passe pas un soir sans qu'une ligne de métro soit en panne 15, 20, 30 minutes, et même 1 heure, bloquant des milliers d'ouvriers et d'employés pressés de rentrer chez eux, sur les quais et dans les couloirs de correspondance. Et les travailleurs se bousculent pour pénétrer dans des wagons surpeuplés, où la fatigue aidant, d'un mot on en vient à un autre et quelquefois aux coups. Et si ce n'est le soir, c'est le matin en allant à l'usine ou au bureau.

On peut en dire autant des bus qui restent coincés dans les embouteillages, des queues se formant aux arrêts, dans le froid, sous la pluie, après une journée de travail.

On peut en dire autant des trains où l'on s'entasse comme on peut, quand on ne voyage pas sur les marche-pieds.

Le mécontentement ne cesse de grandir chez les travailleurs parisiens et banlieusards, sur les conditions de transport qui leur sont faites.

Le gouvernement peut bien envoyer ses flics pour « l'ordre » ; il ne peut plus empêcher que les travailleurs prennent « le coup de sang » sous un prétexte ou un autre, car ils en ont assez d'être transportés deux fois par jour, comme des bestiaux et d'être traités en plus comme des petits garçons.

Catherine OLIVIER.

CONTRE LE GANGSTERISME STALINIEN

L'« Humanité » a, ces jours derniers, repris ses attaques contre le gauchisme en général et les militants trotskistes du Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires (C.L.E.R.) et de « Révoltes » en particulier.

Dans un article consacré à l'U.N.E.F. l'organe du P.C.F. s'en prend le 19 mars aux « groupuscules camouflés sous une étiquette révolutionnaire qui dénigrent le mouvement étudiant », et attaque les Trotskystes du « Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires, qui ont récemment perpétré plusieurs coups de force contre les organisations étudiantes démocratiques... »

Le lendemain c'est par la plume d'un ténor stalinien, Laurent Salini, que le P.C.F. déverse ses calomnies contre les camarades de «Révoltes».

Dans cet article Salini reprend en quelques phrases lapidaires les habituelles insultes que le P.C.F. réserve au mouvement révolutionnaire.

« Révolutionnaire en paroles », écrit-il, « le trotskysme est en fait un instrument de division des ouvriers », et plus loin :

« Révolutionnaire en paroles le trotskysme sert en fait l'impérialisme ». Et Salini conclut :

« C'est par une lutte énergique contre ces idées et ces tendances, contre ces accès de fièvre, que se sont constitués les partis révolutionnaires. Aujourd'hui comme hier, cette lutte est une des conditions de notre victoire. »

Les membres de l'Union des Etudiants Communistes participent bien entendu à cette campagne.

Dans un tract intitulé « Quelques éclaircissements nécessaires » et diffusé par l'U.E.C. d'Orsay on peut lire :

« Fortement minoritaires chez les étudiants et à l'U.N.E.F., incapables de se créer une audience, ils sont passés ces derniers temps du terrorisme verbal au terrorisme tout court. Leur impuissance devient rageuse : adoptant les méthodes du coup de force nazi, ils se révèlent sous leur vrai visage de fascistes « de gauche ». Fascistes, ils en ont l'idéologie : celle de l'anticommunisme le plus haineux. Fascistes ils viennent d'en adopter les méthodes... Les hommes du C.L.E.R. servent au mieux les intérêts du pouvoir et de la réaction. »

Il y a plus de trente ans que les Staliniens ont cherché à amalgamer les révolutionnaires aux fascistes en forgeant le mythe des hitléro-trotskystes, et en introduisant les méthodes terroristes (coups, délations, calomnies, assassinats) au sein du mouvement ouvrier. Leur tactique est d'ailleurs toujours la même : frapper sur les communistes révolutionnaires pour mieux tendre la main aux hommes de la bourgeoisie, aujourd'hui, aux ex-ministres de la IVe République, aux Mitterrand, Billières, Mendès France, Depreux. La haine rageuse des Staliniens contre les militants du C.L.E.R. et de Révoltes n'est en fin de compte que la haine qu'inspire le trotskysme, c'est-à-dire le marxisme révolutionnaire, à ceux qui, depuis des décennies, trahissent le mouvement ouvrier et le livrent pieds et poings liés à la bourgeoisie. Les nombreuses bagarres déclenchées par les Staliniens contre les diffuseurs de notre presse à la porte des entreprises donnent des exemples presque quotidiens de cette hargne.

Et lorsque le dimanche 17 mars à Colombes le bureau de l'U.N.E.F., lors d'une assemblée générale, fait décider le huis clos et fait appel aux nervis staliniens aidés de la police pour « défendre la démocratie » c'est-à-dire, en fait, pour interdire aux militants du C.L.E.R. de pénétrer dans la salle, on saisit mieux le caractère exact des « organisations démocratiques » dont parle « l'Humanité ».

Nous ne partageons pas toutes les idées, ni toutes les méthodes des camarades du C.L.E.R. et de Révoltes et nous le disons lorsque nous avons à le dire.

Mais au travers du C.L.E.R. et de Révoltes c'est l'ensemble du mouvement trotskyste qui est attaqué.

C'est pourquoi, tout comme nous sommes prêts à nous battre et nous l'avons montré, aux côtés de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire ou du Parti Communiste Internationaliste contre chaque attaque des Staliniens, des fascistes ou de la police contre ces organisations, nous serons moralement et au besoin physiquement aux côtés des camarades du C.L.E.R. et de Révoltes pour repousser toute attaque dont ils seront l'objet.

Et nous espérons que les camarades de la J.C.R. adopteront la même attitude, car c'est contre eux aussi que se retourneront les Staliniens et cela, quelles que soient les attitudes « pédagogiques » qu'ils peuvent prendre vis-à-vis de l'U.E.C. ou de l'ensemble du milieu étudiant.

Et, au risque de faire sourire les militants du C.L.E.R., nous réaffirmons que les Staliniens doivent savoir plus que jamais que s'ils touchent à un seul membre de la « grande famille trotskyste » c'est au front uni de l'ensemble des militants révolutionnaires qu'ils se heurteront.

L.S.

A la Caisse d'Allocations Familiales :

La manifestation du 20 mars

A l'appel des trois syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., une manifestation des employés de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales de la région parisienne devait se dérouler le 20 mars à 18 h 30 devant le Ministère du Travail. Les revendications étaient pour la C.A.F. :

— le quart d'heure le soir pour tous,

— le coefficient 130 à l'embauche,

— la classification,

— pas de salaires inférieurs à 600 F.

Ces dispositions étaient prises depuis le 15 février. Néanmoins, deux jours auparavant, sous le prétexte qu'il n'y aurait presque personne à cette manifestation (prétexte justifié vu la minceur et l'imprécision des revendications), la C.G.T. décide de ne pas participer à la manifestation. Elle découvrait aussi, tout à coup, que les femmes (80 % du personnel de la C.A.F.) voulaient rentrer tôt chez elles et n'iraient donc pas manifester.

(Il faut noter au passage que la C.G.T. de la Sécurité sociale, rue de Flandre, avait également annulé sa participation à la manifestation du 20 mars).

Pour expliquer leur décision, les délégués sont passés dans tous les bureaux, alors qu'ils s'étaient bien gardés de le faire pour discuter des revendications et de la journée d'action du 20 mars avec le personnel, avant de prendre une décision. Leur position n'a bien sûr pas été comprise, et fut accueillie avec indifférence par les uns, et quelque peu de mépris par les autres.

Du coup, F.O. et C.F.D.T. eurent beau jeu de rejeter toute la responsabilité sur la C.G.T. qui se « dégonflait ». Si la manifestation était un fiasco, ce serait évidemment eux les fautifs.

Ça n'a pas manqué. Le 20 mars, une centaine de personnes se retrouvaient devant le Ministère avec presqu'autant de flics que de manifestants. Un militant F.O. fait une déclaration très anti-C.G.T., qu'il modéra aussitôt : il y a en effet plusieurs syndiqués C.G.T. présents dans l'assistance qui sont quand même venus. Parmi eux, la section de la Sécurité sociale de Puteaux, qui diffuse un tract protestant contre la décision arbitraire de la direction parisienne, sans même que les syndiqués en soient informés, et qui par sa présence à la manifestation montre qu'elle a passé outre aux ordres du syndicat. Pour la C.A.F., on comptait une dizaine de syndiqués C.G.T. venus, eux aussi, montrer malgré tout leur mécontentement.

Les délégués qui avaient obtenu une entrevue avec le Ministère ressortent avec les résultats.

— non pour le quart d'heure de réduction d'horaire ;

— la classification est à l'étude ;

— quant aux augmentation de salaires nous avons eu 2,25 % le 1er mars au lieu du 1er avril, c'est une fleur ! Nous n'aurons rien d'autre.

Mais déjà, trop démoralisés pour écouter encore le compte rendu qui n'est effectivement pas brillant, la moitié des manifestants sont partis.

La C.G.T. s'était, elle, rabattue sur une forme d'action jugée sans doute plus efficace : le 20 mars sur l'heure du repas, elle décidait d'envoyer des employés par groupes de 20 à la direction pour porter des motions ; tactique mise à la mode le 13 décembre.

Quelques groupes s'y rendirent, peu nombreux, et passèrent inaperçus pour l'ensemble du personnel, ce qui n'empêchait pas « l'Humanité » du lendemain d'écrire :

« A Paris, à l'appel des trois syndicats, de nombreuses manifestations se sont déroulées sur les lieux du travail... aux Allocations Familiales, (où) 1 200 personnes ont manifesté à l'appel de la C.G.T. ».

L. F.

VOIX OUVRIERE
Rédaction - Administration :
29, rue de Chateau-Landon, Paris-10e.
Parution hebdomadaire :
En vente le mercredi.
Prix : 1 F.
Abonnement :
6 mois : 15 F.
1 an 25 F
Abonnement de soutien :
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F
Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de
Maurice SCHROEDT
C.C.P. PARIS 9424-78
Imprimerie - Composition
Duhen, rue Philippe-de-Girard Paris-18e
Resp. pub. M. Schroedt
Impr. « Rotoffset », 77-Meaux
Distribué par les N.M.P.P.

L'EXPLOITATION QUOTIDIENNE A WESTINGHOUSE :

"STALAG 651"

LE 651, c'est l'atelier de montage où aboutissent toutes les pièces du département frein-auto (plus exactement camions et tracteurs). Il faut signaler que le Dt Auto est le secteur le plus florissant de l'usine.

Théoriquement, au 651, on ne travaille pas aux pièces, comme sur les machines où le boni est fonction de la production assurée. Là, un boni moyen de 14 % est accordé à tout le monde, et les ouvriers sont donc considérés comme horaires, du moins en théorie. Car en fait, il existe des temps imposés pour chaque pièce et chacun se doit de les respecter.

Ces derniers temps les idées de réorganisation qui sommeillent dans les bureaux directoriaux ont dû descendre dans la tête de certains chefs. Ainsi aux flexibles, qui est un secteur du 651, où l'on « fabrique » les tuyaux de transmission d'air des freins, une reprise en mains en bonne et due forme a lieu.

De 7 à 9 ouvriers sont affectés aux Flexibles, leur travail consiste à habiller les tuyaux (mettre des embouts, les fixer, essuyer les tuyaux).

Jusqu'à ces dernières semaines les Flexibles étaient pratiquement le seul endroit au 651 à ne pas avoir de temps imposés ; quelqu'un (on suppose que c'est un chefaillon bien connu par ailleurs pour son ambition) pour se faire mousser auprès de ses supérieurs hiérarchiques, aurait pris l'initiative d'imposer des temps.

Le chrono est venu, mais en fait les temps n'ont pas été chronométrés mais furent établis en petit comité. Pour preuves : une machine à fixer les embouts (sertissage) tourne à une vitesse jugée insuffisante pour les chefs, le temps n'a pas été fixé en fonction de la vitesse réelle mais en fonction de la vitesse « souhaitée », et cela de l'aveu même du chef.

En fait on demandait aux ouvriers des Flexibles d'aller de 50 à 150 % plus vite qu'auparavant. Devant l'insuccès de la méthode explicative et les temps effectifs restant très en dessous des temps demandés, au niveau encadrement on changea de tactique.

Une première mesure avait déjà été prise, on avait remplacé le responsable âgé, trop lié aux ouvriers, par un nouveau muté d'un autre secteur. On mit des plus jeunes à la place d'anciennes ouvrières, mais rien n'y fit. Le chef d'équipe au 651, qui déclarait la veille « je ne fais qu'appliquer », prit lui-même l'initiative de dire au chef de service que les temps étaient faisables et que par conséquent, à son goût, les ouvriers « tirent au flanc ». Se postant derrière le dos des ouvriers toute la journée, travaillant dix minutes à la cadence imposée « à titre de démonstration », faisant appeler pratiquement tout le monde devant le chef de service pour une séance d'un quart d'heure à une demi-heure de semonces et de menaces : cet ambitieux jeune-homme (il n'a pas 30 ans) se mit tout le monde à dos, et les ouvriers surnommèrent leur secteur « Stalag 651 ».

Il faut dire que cette intensification des cadences était demandée sans la moindre amélioration technique, certaines machines tombant littéralement en ruine. D'autre part, les cadences rendirent la nocivité du diluant employé encore plus sensible, tous les ouvriers travaillant avec, se plaignirent de maux de tête, certains furent obligés d'aller à l'infirmerie.

A la suite de cela l'ingénieur de sécurité se déplaça et fit une « prise d'air » qui pour la première fois fut non concluante (c'est-à-dire que le taux de benzol dans l'air ne risquait pas d'envoyer les ouvriers à l'hôpital en quelques jours). Pourtant le bidon du diluant comporte une note indicative de mesures à prendre, entre autres « un système d'aspiration à l'endroit d'émission des vapeurs », mais « ça serait trop cher ». Devant les plaintes répétées des ouvriers, on prit deux mesures, d'abord l'installation de couvercles sur les récipients, ce qui ne limite que faiblement l'action des vapeurs de diluants, ensuite on déplaça ceux qui se plaignaient pour essayer d'autres ouvriers qui eux accepteraient peut-être. A signaler également, la machine à couper les tuyaux, vu le rythme qu'on lui demande, enfume régulièrement l'atelier et en premier l'ouvrier qui y travaille.

Mais si cette reprise en main use les ouvriers comme les machines, la qualité du travail baisse également, ainsi une commande de près d'un million de flexibles destinée à U.N.I.C. est revenue à l'usine car ils sont non conformes. D'autres risquent de revenir.

Tout l'atelier suit les péripéties de la réorganisation des Flexibles, tantôt en souriant face aux règlements de compte entre chefs à ce sujet, tantôt en s'indignant des méthodes de travail. Quant aux ouvriers des Flexibles, ils commencent à en avoir vraiment assez et les chefs risquent bientôt de ne plus trouver de remplaçants ni même de titulaires pour travailler dans ces conditions.

P. LOSA.

Elections des délégués du personnel aux Assurances Générales - Vie

SI l'activité syndicale ne suscite plus aucun intérêt pour les travailleurs, il faut reconnaître que les syndicats font tout pour rendre cette activité dérisoire. Voici comment viennent de se dérouler les élections de délégués du personnel aux Assurances Générales, branche Vie.

Sur les 4 syndicats qui se présentaient aux suffrages des employés, une seule — la C.F.D.T. — a fait un semblant de campagne électorale... deux jours avant les élections. Et cette centrale qui se veut réaliste et efficace, qui, d'après ses prospectus, base ses revendications sur des « arguments techniques », se contente d'amuser les employés qu'elle cherche à influencer par de vulgaires astuces — C.F.D.T. = C'est Facile De Tenir (allusion à la caisse de grève) — quand elle ne se moque pas ouvertement d'eux en concluant le récit des débrayages de novembre-décembre 1967 (c'est elle qui souligne) : Objectif atteint : la direction accepte de négocier.

La C.F.T.C. et F.O. se contentèrent de présenter leurs listes en affirmant qu'en votant pour leurs candidats les employés remettraient la défense de leurs intérêts entre de bonnes mains.

La C.G.T., pour sa part, jugea superflu de présenter ses candidats ! Une déléguée pressée de questions la veille du scrutin répondit d'un ton excédé : « il n'y a pas moyen d'obtenir de la direction qu'elle publie les listes » ! Il n'est pas étonnant qu'avec une telle inconscience, la C.G.T. ait perdu 37 % de son influence en deux ans.

En tête de chaque liste, toujours les mêmes noms, mais pour compléter les listes, c'est une autre histoire. En l'absence de toute vie syndicale tout au long de l'année, à la dernière minute, chaque organisation avait dû arracher de haute lutte la « candidature » de quelques timides qui n'avaient pas osé dire non. Et la C.G.T., cette année encore, refusa la candidature d'un de ses syndiqués à cause de ses sympathies pour les idées défendues dans le bulletin Voix Ouvrière.

Les seuls commentaires aux résultats officieux du scrutin furent les soupirs de soulagement des candidats malgré eux, de n'avoir pas été élus. Les différentes organisations syndicales ne prirent même pas la peine de publier les résultats, laissant ce soin... à la direction.

C.T.

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (St-Nazaire)

ILS L'ONT ECHAPPE BELLE !

Un groupe d'échafaudeurs de la calle Jean Bart a vu la mort de près. Ils édifiaient un escalier-coupée d'accès au « Bételgeuse », du côté régulièrement interdit à la circulation, et l'opération se justifiait sans doute dans le cadre des préparatifs de sortie de ce navire.

Mais rien ne va plus dans le domaine de coordination des services sous la houlette d'une direction plus soucieuse d'assurer la fortune des administrateurs que d'éviter les accidents graves.

Une manœuvre de la grue (sans pilote) a failli écraser cet assemblage de bois, et c'eût été la mort et la mutilation pour de nombreux ouvriers. Il s'est trouvé par miracle qu'un gars (dont ce n'était pas le boulot) a coupé le courant, et la grue s'est immobilisée sur sa lancée, et sans freinage autoritaire, bousculant le fragile édifice, à la grande surprise du conducteur. Sans la présence d'esprit du sauveteur, la catastrophe n'aurait encore pas eu de responsable...

A quoi sert donc ce nouveau toubib qui dit tant s'intéresser à la sécurité dans le travail ?

Seul compte pour le capitalisme le profit maximum. Nous pensons que les travailleurs doivent faire leur police eux-mêmes en refusant collectivement **d'éxécuter des travaux pour lesquels la sécurité n'est pas assurée...**

(V.O. Chantiers de l'Atlantique nº 194).

LA GABEGIE

Il n'y a pas d'argent pour les salaires, mais la vanne est grande ouverte quand il s'agit de réparer de lourdes erreurs.

Pour le profit, on réduit l'épaisseur des tôles, on simplifie les opérations d'usinage et on fait suer le burnous sur du boulot qu'il faudra refaire.

Ne retenons pour aujourd'hui que trois exemples précis : la déformation monumentale et **prévisible** des cloisonnements du MAGDALA au cours d'essais en charge ; le remplacement d'un grand nombre d'éléments sur le U23 et la mise à la ferraille chez BABCOCK de 5 bidons en métal spécial destiné au stockage du sodium.

Une fortune gaspillée, des centaines de millions d'anciens francs jetés au vent, alors que les revendications restent posées jusqu'au jour où nous nous fâcherons pour de bon.

(V.O. Chantiers de l'Atlantique nº 194).

DANS LES MINES (Bassin de Douaisis)

TOUJOURS L'INSECURITE

A la taille Wawrechin, étage 700-750, on travaille comme des aveugles. Les généphones fonctionnent mal. Ce qui risque d'occasionner par des fausses manœuvres du bélier, des accidents graves. Cela fait longtemps que ça dure, alors que la direction en est informée. L'ingénieur devant le fait, fit remarquer au porion qu'il avait des généphones neufs... dans son bureau !

Ce n'est pourtant pas dans son bureau que les accidents risquent d'arriver !

(V.O. Fosse Déchy-St-René nº 43).

CHEZ KODAK (Vincennes)

IL NE L'EMPORTERA PAS AU PARADIS

Un camarade, employé chez Kodak depuis deux ans, vient de se faire mettre à la porte à cause du rapport du sieur RAFANEL, qui n'aime pas s'entendre dire ses quatre vérités.

Ce travailleur conduisait un fenwick quand dans la matinée il fut appelé par cette espèce de... contremaître ; une discussion s'en suivit au bout de laquelle le chefaillon alla pleurnicher à la direction. Dans l'après-midi, notre camarade qui a deux enfants à sa charge et qui ne va pas s'amuser dans la période difficile que l'on connaît, recevait son compte pour « incorrection ».

Signalons en passant que la direction est bien plus rapide quand il s'agit de priver un travailleur de son gagne-pain que lorsqu'elle doit améliorer nos conditions de travail.

Quand à cette espèce de chef, il espère sans doute recevoir un jour ou l'autre des gratifications pour son acte de bravoure et son dévouement à la garde-chiourme patronale.

En tout cas, s'il pense être du côté du patron, il se trompe lourdement, car, malgré son zèle, il ne reste qu'un ouvrier et par son sale boulot il n'a réussi qu'à passer pour un pauvre type aux yeux de tous.

(V.O. Kodak, nº 51).

CHEZ CHAUSSON (Gennevilliers)

UN DANGER PERMANENT

Dans les ateliers de fabrication, ce qui saute aux yeux, c'est la quantité de pinces à souder. C'en est une vraie jungle. Mais il semble que tout ce matériel et son entretien est ignoré de la direction. Faut-il lui rappeler que les câbles des équilibreurs, en perpétuel mouvement frottent sur les montages et sur les éléments de la pince, qu'immanquablement un fil cède, entraînant rapidement l'usure des autres ? Jusqu'à la rupture du câble qui arrive sans prévenir ? Bien sûr, une équipe vérifie régulièrement l'état des équilibreurs. Mais comme ils ne peuvent être partout à la fois, n'étant pas assez nombreux, un accident peut se produire entre temps.

Dernièrement à la R.U., au cours d'une seule journée, c'est une dizaine d'équilibreurs qui a été changée. Ce chiffre représente environ 10 % du total des équilibreurs en service. Jusqu'à présent des accidents légers dus à la rupture des câbles entraînaient des bosses sur les carrosseries, ce qui nous importe peu. Ce qui est plus grave, c'est quand nous risquons d'être accidentés (il est arrivé quelques fois que des camarades aient reçu des éléments du palan à la suite de la rupture d'un câble).

Allons-nous attendre l'accident grave pour exiger que la direction intervienne ?

(V.O. Chausson, nº 255).

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

AUTOMOBILE :
BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Asnières.
CHAUSSON — Gennevilliers.
CITROEN — Usines Levallois et Quai de Javel.
PANHARD — Paris-13e.
PEUGEOT — (Indénor) Dijon.
PEUGEOT — Colomban.
PEUGEOT — Sochaux.
RENAULT — Billancourt - 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine :
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37.
RENAULT — Flins.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire (C.A.F.L.). — Saint-Chamond.
BABCOCK-WILCOX — La Courneuve.
BENDIX — Drancy.
BRONZAVIA — Courbevoie.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — St-Nazaire.
CRANE — Lille.
MAVILOR — Saint-Chamond.
OLIER — Clermont-Ferrand.
LA POLYMECANIQUE — Pantin.
S.E.V.-MARCHAL — Issy-les-Moulineaux.

AERONAUTIQUE :
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes.
S.N.E.C.M.A. Kellermann — Paris-13e.
S.N.E.C.M.A. — Gennevilliers.
SUD-AVIATION — Courbevoie.

ELECTRONIQUE-ELECTROTECHNIQUE
ALSTHOM — Saint-Ouen.
BOURGOGNE-ELECTRONIQUE — Dijon.
CABLES DE LYON — Lyon.
C.I.T. — PARIS-XVe.
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux.
C.S.F. — Levallois.
Cie des COMPTEURS DE MONTROUGE — Montrouge.
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon.
NEYRPIC — Grenoble.
THOMSON. — Gennevilliers.

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes.
MICHELIN — Bourges.
MICHELIN — Clermont-Ferrand.
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois.
PROGIL — Grenoble.
RHODIACETA — Lyon-Vaise.
RHONE-POULENC — Vitry.
ROUSSEL-UCLAF — Romainville.

SERVICES ET DIVERS
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord.
AIR-FRANCE — Blanqui — Paris-XIIIe.
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker-Enfants Malades) - Paris-XVe.
ASSURANCES GENERALES — Siège - Paris.
ASSURANCES GENERALES — Drouot - Paris.
BANQUE NATIONALE DE PARIS — Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — Rue Viala, Paris-XVe.
CHEMINOTS — Gare de Lyon.
Gare du Nord.
La Plaine-Landy.
Le Bourget-Bobigny.
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris.
CREDIT LYONNAIS — Levallois.
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (Hôpital Charles Nicolle) — Rouen.
IMPRIMERIE DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux.
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE - Paris.
QUAIS ET DOCKS — Marseille.
URBAINE ET LA SEINE — Paris.

CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE PREPARONS LA RÉVOLUTION

Pendant que des millions de gens ont faim... les crises du capitalisme provoquent la destruction d'énormes quantités de biens de consommation. En 1929 on brûlait le café dans les chaudières de locomotive.

" CE fut la nuit de la générosité », commenta France-Soir. Préparé avec grand mystère et force suspens, l'appel à la solidarité populaire fut lancé à 20 h 20, le vendredi 23 mars, sur les ondes de la télévision française et de France-Inter. Il s'agissait d'une opération « riz pour le Laos » afin de sauver ce pays de la famine. En quelques heures, près de sept millions de nouveaux francs ont été recueillis à travers toute la France, à l'appel de l'ORTF. Mais ce n'est pas l'importance des sommes réunies en un temps record qui est ici significative, ce qui a surpris tout le monde y compris les organisateurs de la Campagne eux-mêmes, c'est l'élan populaire qui a fait se déplacer des dizaines de milliers de citoyens paisibles, provoquant embouteillages monstrueux et interminables files d'attente devant les mairies et les autobus chargés du « ramassage ».

Bien sûr il y avait la nouveauté de l'action proposée qui a pu séduire un public lassé des quêteurs du dimanche. Il y a eu l'apport des moyens techniques de la télévision dont l'importance est à nouveau démontrée. Il y a eu l'aspect sentimental, « non politique » de la campagne (rappelons que ni le Mouvement du milliard pour le Vietnam, ni la campagne du Bateau pour le Vietnam organisée par le P.C.F. n'ont même approché ces chiffres). Mais il n'en reste pas moins que des dizaines de milliers de gens ont quitté leur fauteuil et leurs pantoufles pour aller dans la nuit répondre à l'appel qu'on leur avait lancé. C'est peu et l'on ne peut pas dire qu'il s'agit là d'un geste révolutionnaire. Et cela ne sauvera pas le Laos de la famine, et cela ne sauvera pas des centaines de milliers d'hommes qui végètent et meurent à petit feu dans l'indigence et la sous-nutrition. C'est peu car il s'agit d'un geste de charité et que la charité n'a jamais supprimé la pauvreté, elle n'a fait que la rendre plus officielle, plus tolérée par les consciences délicates.

C'est peu mais c'est aussi considérable. Car les hommes qui se sont déplacés ce soir-là, ont fait plus que de la simple charité, ils ont, dans la mesure de leurs moyens, accompli un geste de solidarité. Ils ont montré qu'ils n'étaient pas indifférents et qu'ils étaient capables de faire ce qui était immédiatement à leur portée. On peut déplorer qu'il y ait là plus de bons sentiments que de conscience révolutionnaire, mais quand les bons sentiments déplacent les foules cela veut dire quelque chose. Cela veut dire que si les deux tiers de l'humanité crèvent de faim chronique ce n'est pas avec la bénédiction des peuples dits nantis. Cela veut dire que malgré la propagande raciste, nationaliste, « égoïste » de leur bourgeoisie et de leur gouvernement, les peuples n'ont jamais cessé d'aspirer, même confusément, à l'union fraternelle et à la justice au-delà des frontières de races ou d'Etats... En temps normal les préjugés triomphent mais il a suffi d'un appel, il a suffi que l'on donne aux masses, pour une fois et pour quelques heures seulement, l'occasion d'exprimer en actes concrets ce qu'elles sentaient au fond d'elles-mêmes pour que la solidarité balaye les préjugés.

Sitôt entrevue, sitôt disparue, cette solidarité a pour limites les objectifs qu'on lui proposait. Et ces objectifs étaient à la mesure de l'énorme hypocrisie capitaliste. Ils se bornaient à soigner symboliquement une des plaies trop voyante, trop gênante, ouverte par le système lui-même. Car les responsables du « Comité français pour la lutte contre la faim » ne font appel à la générosité populaire, tout comme l'Eglise catholique, que pour mieux sauvegarder le système.

Mais cela a eu au moins le mérite d'indiquer les vrais responsables.

Les vrais responsables, ce ne sont pas les peuples des pays « riches », leur prétendu égoïsme, leur indifférence, leur soif de confort et de frigidaires. Les vrais responsables, ce sont ceux qui tirent leurs profits et leur puissance de l'exploitation effrénée des pays dits sous-développés aussi bien que de leur propre prolétariat. Les vrais responsables, ce sont les bourgeois capitalistes qui ont soumis le monde entier à leur système d'exploitation. Les vrais responsables ce sont ceux qui produisent pour vendre et non pour satisfaire les besoins des hommes. Pour vendre car c'est dans la vente qu'ils réalisent leurs profits. Et ils préfèrent laisser pourrir sur pied ou dans les silos des récoltes entières, brûler le café pour faire marcher les locomotives, rejeter à la mer des tonnes de poissons, alors que les deux tiers de l'humanité agonisent, plutôt que de voir les cours s'effondrer et les profits disparaître. Leur puissance, ils l'ont édifiée par le meurtre et le vol, le pillage et l'extermination, ils l'ont complétée par l'exploitation impérialiste. Leur puissance se fait au détriment de toute l'humanité et en fin de compte au détriment de toute la civilisation, car ils sont prêts à mener le monde à la guerre plutôt qu'à renoncer à leurs profits.

Mais ce faisant, ils dressent contre eux tous les peuples de la terre et le jour où la conscience de ce qui les unit deviendra plus forte que tout ce qui les divise, ce jour-là, la solidarité des hommes balayera le régime des affameurs. Et la société humaine reprendra possession de toutes les richesses qu'elle a produites, du Laos à Washington en passant par Berlin et Paris.

Michèle TOURNY

8 JOURNÉE NATIONALE 24 MARS 1968
COMITÉ FRANÇAIS CONTRE LA FAIM

« Oui mais pour vaincre la faim il faut faire la révolution ». (photo VO)

Représailles israeliennes contre la Jordanie

En guise de représailles contre l'action des terroristes palestiniens, l'armée israélienne a franchi le 21 mars la ligne de démarcation pour envahir le territoire jordanien. Destiné à détruire les camps de l'organisation palestinienne El Fath, le raid a rencontré une résistance vigoureuse. L'opération, qui se voulait être de simple police, a finalement laissé sur le terrain des centaines de victimes des deux côtés et une localité presque entièrement détruite.

Malgré l'écrasante supériorité en matériel d'une armée utilisant chars et avions sur des combattants qui, parfois, résistaient à l'arme blanche, les troupes israéliennes avaient du mal à parachever une opération de ratissage qu'elles crurent commode et rapide.

Certes, El Fath a été durement frappé. Certes, on a pu souligner que l'action israélienne a mis le roi Hussein dans une situation difficile. Sommé par Israël de mettre fin à l'activité des terroristes palestiniens, il aura bien du mal à accepter l'ultimatum comme à le refuser. Le refuser, signifie braver le danger d'autres actions de représailles. L'accepter l'amènerait à faire ce que l'armée israélienne se proposait de faire : démanteler El Fath et pourchasser ses militants, autrement dit, engager un combat où il perdrait tôt ou tard son trône.

Les dirigeants isréaliens ont peut-être réussi à affaiblir le gouvernement d'Amman, ce qui, au demeurant, n'était sans doute pas leur but. Ils pourraient être d'autant plus satisfaits que, comme ils n'ont pas manqué de le souligner, l'action israélienne a une fois de plus démontré la précarité de la solidarité entre Etats arabes. Pas un avion, pas un soldat arabe, pas même ceux des troupes irakiennes stationnées en Jordanie n'ont bronché devant l'attaque, déclare-t-on à Tel-Aviv.

L'imbécile satisfaction de l'Etat-Major israélien est celle de toute armée de répression de son acabit, habituée à raisonner en terme de « haute politique » en fonction de rapports de forces entre gouvernements, tout en faisant abstraction des sentiments des masses populaires. Elle se situe dans cette ligne politique qui est celle de l'Etat d'Israël depuis sa création.

Il suffirait peut-être de quelques coups de boutoir des troupes de Dayan pour que le régime pourri de Hussein s'effondre. Mais chaque nouvelle victime arabe, chaque ratissage, chaque destruction augmentent la haine des masses populaires arabes. Avec la politique définie par le slogan « les Arabes ne comprennent que le langage de la force », les dirigeants israéliens ont déjà entouré leur pays d'une mer de haine et de désespoir.

Et cette haine, ce désespoir, d'abord passifs mais constamment alimentés par la répression, sont en passe de devenir agissants. C'est peut-être Dayan lui-même, représentant principal de la « manière forte », qui dresse involontairement le plus cruel réquisitoire du fiasco de la politique des dirigeants de Tel-Aviv. Peu avant les représailles du 21 mars, il déclara, en parlant de El Fath :

« Avant la guerre de juin, ils étaient quelques dizaines pour se retrouver aujourd'hui près de deux mille hommes. En 1966, huit saboteurs ont été tués et un seul a été fait prisonnier, cette année, quinze cents ont été faits prisonniers, dont mille membres actifs d'El Fath, et quatre-vingt-dix ont été tués. Israël a compté cette année cent soixante-huit tués... »

Certes, Dayan rejette sur Hussein la responsabilité de cette recrudescence du terrorisme, de cette extension de la résistance arabe. Mais celui-ci, qui condamna il y a quelque temps cette résistance, non seulement n'en est pas le soutien ou la cause, mais en sera probablement la première victime. Le terrorisme arabe s'alimente dans cette haine accumulée que chaque nouvelle répression aggrave.

L'armée israélienne a eu beau frapper et durement El Fath, celui-ci recrutera demain dix, cent nouveaux militants à la place de chaque militant assassiné ; ils les recrutera parmi ceux que la destruction de leur demeure a jeté dans les camps des réfugiés, parmi les parents, les proches des victimes ou parmi ceux qui, tout simplement et tout naturellement, se sentiront solidaires de ces victimes. La répression israélienne est en train de forger une nouvelle force incomparablement plus puissante et plus efficace que les bédouins de Hussein ou les officiers d'opérette de Nasser.

La politique de leurs dirigeants est en train de mettre les Israéliens dans la même situation que celle dans laquelle se trouvaient les petits blancs d'Algérie ou, plus près dans le temps, les Européens de Rhodésie ou d'Afrique du Sud. Et dans une telle situation, si la logique de leur choix politique met les dirigeants israéliens continuellement dans l'obligation de durcir les représailles, ces représailles renforceront la détermination des résistants.

Déjà, la réaction des habitants des camps de réfugiés au lendemain du 21 mars a prouvé qu'ils ne se considèrent pas battus, bien au contraire. Et si, hier, Israël a pu venir à bout d'armées plus nombreuses mais corrompues, demain, elle ne pourra rien contre des dizaines sinon des centaines de milliers de terroristes déterminés, prêts à tuer, quitte à y laisser leur peau.

Aujourd'hui encore, les victimes sont arabes. Mais à terme, la grande victime sera le peuple juif d'Israël lui-même qui, incapable d'avoir gagné la fraternité des peuples arabes qui l'entourent, sera submergé. Mais n'est-il pas victime déjà, obligé de vivre les armes à la main, dans la perpétuelle crainte d'un danger qui, jour après jour, se renforce ?

G. KALDY.

LES BIENFAITS DE LA CIVILISATION

Au Brésil, le ministère de l'Intérieur vient de reconnaitre (« Le Monde » du 15-3), que « le service de protection des Indiens s'est livré à une vaste opération de génocide contre les tribus autochtones de l'Amazonie et du Matto-Grosso ». Pour s'approprier les territoires de ces Indiens, les fonctionnaires brésiliens n'ont pas hésité à massacrer, à décimer des milliers de personnes, protégés qu'ils étaient (selon la même source) par des firmes commerciales intéressées par les terres appartenant aux tribus.

Ainsi, quatre siècles après les conquérants espagnols et portugais, qui bâtirent la fortune des immenses empires de leurs maitres, par la destruction systématique, le pillage, le carnage, l'expropriation brutale et sanglante des populations indiennes de l'Amérique, quatre siècles après, les nouveaux maitres du Brésil perpétuent les mêmes méthodes contre ce qu'il reste de ces populations.

Mais ces procédés ne sont pas le seul fait d'une poignée de fonctionnaires particulièrement corrompus ou d'entreprises avides.

Car en réalité, c'est aussi sous couvert de « défendre les populations du Sud-Vietnam que les armées françaises, puis américaines aujourd'hui se livrent sur elles à l'extermination que l'on sait.

C'était aussi sous couvert de protéger le peuple algérien que celui-ci fut parqué dans des zones et des villages dits « de regroupements ».

Et si les soi-disants pays civilisés recourent de nos jours à cette fiction de la protection des populations, c'est toujours par la violence et le vol, le gangstérisme et la barbarie qu'ils continuent à s'enrichir et à maintenir leur domination.